

**Audience publique du 14 janvier 2004**

Recours formé par la société à responsabilité limitée ... et Associés  
et Monsieur ..., ...  
contre une décision du ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement  
en matière d'autorisation d'établissement

---

**JUGEMENT**

Vu la requête inscrite sous le numéro 16975 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 16 septembre 2003 par Maître Albert RODESCH, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom 1) de la société à responsabilité limitée ... et Associés et 2) de Monsieur ..., ..., demeurant à L-..., tendant à l'annulation d'une décision du ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement du 4 mars 2003 refusant de faire droit à leur demande en autorisation en vue de l'exercice du métier de mécanicien d'autos et de motos ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du Gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 5 novembre 2003 ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif le 28 novembre 2003 par Maître Albert RODESCH pour compte des demandeurs ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision attaquée ;

Où le juge-rapporteur en son rapport, ainsi que Maître Rachel JAZBINSEK, en remplacement de Maître Albert RODESCH, et Monsieur le délégué du Gouvernement Guy SCHLEDER en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 5 janvier 2004.

---

Monsieur ..., détenteur d'un diplôme lui délivré par l'Université libre de Bruxelles en date 17 juillet 1982 et lui conférant le grade d'ingénieur civil, mécanicien et

électricien, s'adressa en date du 4 mars 2003 au ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, ci-après désigné par « *le ministre* », pour solliciter l'autorisation administrative requise pour l'exploitation d'un garage de véhicules, d'un atelier d'électricité, ainsi que pour la prestation de services dans le domaine de la gestion informatique en sa qualité d'exploitant d'une société à responsabilité limitée à constituer dont l'objet social projeté fut libellé comme suit :

« 1. *L'exploitation d'un garage, comportant les activités suivantes :*

- *L'exploitation d'un garage avec atelier de réparation de voitures.*
- *Le commerce et la représentation de véhicules automoteurs et non-moteurs, de motocycles, de remorques et d'accessoires.*
- *La location de véhicules automobiles sans chauffeur.*
- *Le service de dépannage.*
- *Et toutes activités liées au métier de la mécanique.*

2. *L'exploitation d'un atelier d'électricité comprenant les activités suivantes :*

- *Calcul et installation de nouvelles installations électriques.*
- *Maintenance d'installations électriques.*
- *Le commerce et la représentation de matériel électrique.*
- *Et toutes les activités liées au métier d'électricien.*

3. *La prestation de services dans le domaine de la gestion de l'information.*

4. *L'exécution de toute mission relevant de la profession d'ingénieur civil mécanicien et électricien.*

*La société pourra faire toute opération commerciale, financière, mobilière ou immobilière se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à le favoriser ou à le développer. »*

Par décision datant du 23 mai 2003, le ministre refusa partiellement de faire droit à cette demande dans les termes suivants :

*« En ce qui concerne la partie de votre requête visant le métier de mécanicien d'autos et de motos, n° 304-00 de la liste artisanale prévue au règlement grand-ducal du 19 février 1990, l'exercice en est soumis à la détention du brevet de maîtrise afférent ou de pièces justificatives équivalentes, conformément aux dispositions de l'article 13, (2) de la loi d'établissement du 28 décembre 1988 et du règlement grand-ducal du 15 septembre 1989 déterminant les critères d'équivalence.*

*Vu le diplôme du sieur précité, il lui reste à prouver une pratique professionnelle de deux ans dans le métier sollicité, conformément à l'article 2 de ce dernier texte réglementaire.*

*Cette pratique peut être remplacée par la réussite aux épreuves complémentaires organisées par la Chambre des Métiers et portant sur les connaissances techniques de*

*l'activité professionnelle visée conformément aux dispositions de l'article 7 du règlement grand-ducal du 15 septembre 1989 précité. »*

Par courrier du 6 juin 2003, Monsieur ... a fait introduire un recours gracieux à l'encontre de la décision ministérielle prévue du 23 mai 2003.

Celui-ci n'ayant pas fait l'objet d'une décision ministérielle dans les trois mois qui s'en sont suivis, la société à responsabilité limitée ... & Associés, constituée par devant le notaire ... en date du 18 août 2003, ainsi que son gérant en fonction, Monsieur ..., ont fait introduire un recours contentieux par requête déposée en date du 16 septembre 2003 à l'encontre de la décision ministérielle de refus partiel prévue du 23 mai 2003 et pour autant que de besoin de la décision implicite de refus résultant du silence gardé pendant plus de trois mois à l'égard du recours gracieux prévu.

Ledit recours en annulation ayant été introduit dans les formes et délai de la loi, il est recevable.

A l'appui de leur recours, les demandeurs font valoir qu'en tant que détenteur d'un diplôme d'ingénieur civil, mécanicien et électricien, reconnu par l'Etat luxembourgeois, Monsieur ... répondrait aux exigences de qualification professionnelle posées par la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant et d'industriel, ainsi qu'à certaines professions libérales, ci-après désignée par « *la loi d'établissement* », étant donné qu'il s'agirait d'un diplôme d'ingénieur de la branche concernée au sens de l'article 13, (2) de ladite loi.

Ils font relever en outre que Monsieur ... a exercé les fonctions d'assistant-ingénieur à l'Université de Kinshasa au Congo, département mécanique, et qu'il a effectué un stage de recyclage à l'Université Libre de Bruxelles qui s'est déroulé dans le service mécanique.

Le délégué du Gouvernement signale d'abord que le dossier des demandeurs fut transmis par le ministre pour avis à la Chambre des métiers afin qu'elle circoncrive, sur base de son expertise, les compétences professionnelles de Monsieur .... Un avis négatif afférent fut transmis par ladite Chambre au ministre en date du 5 août 2003.

Contrairement à ce qui est soutenu par les demandeurs, le représentant étatique fait valoir que Monsieur ... ne disposerait pas d'un diplôme universitaire d'ingénieur de la branche au sens de l'article 13 de la loi d'établissement, tout en relevant que le diplôme approprié serait celui d'ingénieur dans la branche spécifique de mécanicien d'autos et de motos, tandis que le diplôme d'ingénieur mécanicien de Monsieur ... aurait une vocation plus générale et ne satisferait dès lors pas aux exigences légales afférentes.

Il relève à cet égard qu'il n'existerait pas de connexité technique et économique suffisante entre le diplôme d'ingénieur de Monsieur ... et le métier principal de mécanicien d'autos et motos. L'examen comparatif du diplôme de Monsieur ..., et plus particulièrement du programme d'études y figurant, avec le métier envisagé, dont le

champ d'activité est précisé par règlement grand-ducal du 26 mars 1994, serait instructif à cet égard, puisqu'il ne comprendrait aucune discipline ayant trait à la mécanique automobile appliquée, mais seulement des enseignements théoriques généraux concernant la mécanique civile.

Dans leur mémoire en réplique les demandeurs font préciser que les cours aboutissant au diplôme d'ingénieur civil, mécanicien et électricien, comporteraient toutes les facettes de la mécanique et notamment de la mécanique automobile, de sorte que les études poussées en mécanique effectuées par Monsieur ... lui auraient permis d'acquérir une expérience solide, notamment dans le domaine de la mécanique auto-moto. Ils insistent en outre sur le caractère supérieur de cette qualification par rapport à celle d'une personne détentrice d'un brevet de maîtrise seulement, tout en relevant que les cours d'ingénieur effectués par Monsieur ... auraient comporté 470 heures de travaux pratiques, dont notamment le montage et le démontage d'un moteur de voiture.

Concernant plus particulièrement la mécanique automobile, ils relèvent en outre que l'expérience professionnelle de Monsieur ..., dont plus particulièrement celle au sein de l'entreprise ... S.A. de février 1991 à février 1993, lui aurait permis de mettre en pratique l'enseignement afférent reçu, étant donné qu'il aurait été en charge d'entretenir et d'opérer les réparations nécessaires du parc de véhicules à moteurs de l'usine. Concernant la période de 1983 à septembre 1988, lors de laquelle Monsieur ... était chargé des travaux pratiques de cours de mécanique appliquée, les demandeurs signalent que les cours ainsi dispensés auraient comporté des travaux pratiques pour l'équilibrage et les vibrations, la transmission de puissance (boîte de vitesses, embrayage), ainsi que la thermo-dynamique, soit l'étude de tous les moteurs. Ils font relever en outre que la mécanique se définit comme étant l'étude des machines, de leur construction et de leur fonctionnement et qu'en particulier, le moteur de voitures serait la base de tout apprentissage de la mécanique. Ils en déduisent qu'une personne disposant de connaissances poussées de toute la mécanique justifierait nécessairement des connaissances requises en matière de mécanique auto-moto.

Conformément aux dispositions de l'article 13 (2) de la loi d'établissement « *les artisans exerçant un métier principal et les entrepreneurs industriels de constructions doivent être en possession du brevet de maîtrise ou du diplôme universitaire d'ingénieur de la branche.* »

Le métier litigieux, en l'occurrence celui de mécanicien d'autos et de motos repris sous la rubrique 304-00 de la liste des métiers principaux et secondaires telle qu'arrêtée par règlement grand-ducal modifié du 19 février 1990, constitue, d'après la même nomenclature, un métier distinct de celui de mécanicien en mécanique générale, référencé sous le numéro 301-00 de la même liste.

S'il est certes vrai que l'enseignement universitaire suivi par Monsieur ..., de par son objet, se présente de manière beaucoup plus générale que l'enseignement spécifique de la mécanique d'autos et de motos, il n'est pas moins constant que les études d'ingénieur suivies par le postulant sont nettement supérieures au brevet de maîtrise exigé

pour l'exercice du métier de mécanicien d'autos et de motos et que par voie de conséquence l'enseignement de la mécanique générale dispensé dans le cadre des études d'ingénieur est par essence nettement plus poussé que celui dispensé dans le cadre des études menant au brevet de maîtrise de mécanicien d'autos et de motos.

Par ailleurs, le métier de mécanicien en mécanique générale tel que déterminé à partir de son champ d'activité par règlement grand-ducal du 26 mars 1994 s'étend, entre autres, aux activités de fabrication, de montage et de réparation de machines, engins, appareils complémentaires et autres appareils *de tout genre d'après des plans propres ou donnés*, ainsi que de traitement et de protection de surfaces, de sorte que les activités énoncées par le même règlement grand-ducal pour le métier de mécanicien d'autos et de motos, en l'occurrence la réparation, la révision et l'entretien de voitures automobiles, de motos, de machines motrices mobiles et de remorques de tout genre, remplacement débosselage et peinture de pièces de carrosserie, en ce qu'elles se rapportent à une catégorie spécifique d'engins et de leurs surfaces, ne constituent qu'un sous-ensemble du champ d'activité du mécanicien en mécanique générale, lequel, au-delà de savoir réparer et entretenir des engins de tout genre, doit disposer également de connaissances suffisantes pour se livrer à leur fabrication.

Il se dégage des considérations qui précèdent que si à partir du diplôme d'ingénieur civil, mécanicien et électricien de Monsieur ..., « différence de branche » il y a au sens strict du terme par rapport au métier de mécanicien d'autos et de motos envisagé, celle-ci est minime et se rapporte essentiellement aux activités de dépannage et de remorquage de véhicules, de sorte qu'il y a lieu d'entrevoir le caractère complémentaire de l'expérience pratique requise dans la profession artisanale envisagée sur cette toile de fond et dans cette limite.

L'article 13 (2) de la loi d'établissement disposant en effet que « *le ministre ayant dans ses attributions les autorisations d'établissement, sur avis de la commission prévue à l'article 2 et après consultation de la chambre des métiers, peut reconnaître à un postulant, démuné des diplômes précités, une qualification professionnelle suffisante soit pour l'ensemble, soit pour une partie d'un métier repris sur la liste établie par règlement grand-ducal sur base de pièces justificatives reconnues comme équivalentes, conformément aux critères à déterminer par règlement grand-ducal* », il y a lieu de se référer plus particulièrement aux dispositions du règlement grand-ducal modifié du 15 septembre 1989 déterminant les critères d'équivalence prévus à l'article 13 (2) de la loi d'établissement, lequel dispose dans son article 2 que les diplômes sanctionnant une formation de niveau universitaire « *dont les programmes d'études ne couvrent que partiellement les branches techniques d'un métier déterminé, sont reconnus équivalents à ce brevet de maîtrise, à condition que la formation soit complétée par une pratique professionnelle d'au moins deux ans dans la profession artisanale visée* », étant entendu qu'aux termes de l'article 7 du même texte réglementaire, il y a lieu d'entendre par pratique professionnelle « *une occupation permettant l'acquisition d'une expérience pratique complémentaire des matières de la profession artisanale envisagée* ».

A cet égard, force est de constater que Monsieur ... a fait état dans son curriculum vitae de deux années d'expérience professionnelle au sein de l'entreprise ... S.A. avant la période s'étendant, de février 1991 à février 1993, au cours de laquelle il indique avoir été en charge de l'entretien et de la réparation du parc de véhicules à moteurs de l'usine, soit d'activités directement en rapport avec la profession artisanale litigieuse, de même qu'il a indiqué de façon non contestée avoir dispensé, en tant que chargé des travaux pratiques pour les cours de mécanique appliquée à la faculté polytechnique de l'universitaire de Kinshasa pendant la période de janvier 1983 à septembre 1988, divers enseignements pratiques ayant directement trait à la mécanique d'autos et de motos, dont notamment « *équilibrage et vibrations : analyse des vibrations, amortisseurs et ressorts, équilibrage des roues, vibration et équilibrage des moteurs, transmission de puissance : boîte de réduction du couple moteur (boîte de vitesses), les courroies, les accouplements (embrayage)...* », soit des activités qui au vu du caractère pratique de l'enseignement dispensé ainsi que de la fonction enseignante appliquée revêtue par Monsieur ..., sont à considérer comme ayant trait à la profession artisanale actuellement litigieuse.

Sur base des considérations qui précèdent le tribunal ne saurait dès lors suivre l'analyse de la chambre des métiers telle que renseignée dans son avis du 4 août 2003 versé en cause, suivant lequel le curriculum vitae et les titres et attestations fournis par Monsieur ... seraient non utiles dans l'analyse du présent dossier pour ne pas être, a priori, en relation avec les activités pour lesquelles l'autorisation est sollicitée. De même, à défaut de contestations quant à la réalité de l'expérience pratique mise en avant par le demandeur ..., les décisions litigieuses, dans leur volet déféré, n'apprécient pas à sa juste valeur l'expérience professionnelle dont ce dernier a fait état à l'appui de sa demande.

Il se dégage des considérations qui précèdent que le recours est fondé et que la décision ministérielle déferée du 23 mai 2003, de même que celle implicite de refus sur recours gracieux déferée, encourent l'annulation.

**Par ces motifs,**

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

reçoit le recours en annulation en la forme ;

au fond, le dit justifié ;

partant annule la décision ministérielle déferée du 23 mai 2003 telle que confirmée implicitement et renvoie le dossier en prosécution de cause devant le ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement ;

condamne l'Etat aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 14 janvier 2004 par :

M. Delaporte, premier vice-président

Mme Lenert, premier juge,

Mme Thomé, juge,

en présence de M. Schmit, greffier en chef.

Schmit

Delaporte